



## Réunion UIHJ-EuroDanube à Paris le 23 novembre 2011

L'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, l'ERY-Macédoine, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie et la République tchèque ont tenu une réunion UIHJ-EuroDanube à Paris le 23 novembre 2011



Les participants – The participants



Juraj Podkonicky (République tchèque), secrétaire d'UIHJ-EuroDanube, Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ, Mariusz Starzonek, membre du bureau de la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne, Ewa Bieda, interprète  
 Juraj Podkonicky (Czech Republic), secretary of UIHJ-EuroDanube, Roger Dujardin, vice-president of the UIHJ, Mariusz Starzonek, member of the board of the National Chamber of Judicial Officers of Poland, Ewa Bieda, interpreter

Juraj Podkonicky, secrétaire d'UIHJ-EuroDanube, a ouvert la réunion en accueillant chaleureusement les participants. Il a souligné que cette année avait été importante pour la plupart des membres d'EuroDanube, en raison notamment de la vague d'anniversaires qu'ils ont été amenés à célébrer. En décembre 2010, la chambre bulgare a fêté son 5<sup>e</sup> anniversaire. Il en a été de même pour la chambre estonienne en mars 2011. Fin mars 2011, la chambre slovaque a célébré son 15<sup>e</sup> anniversaire. La chambre tchèque a fêté son 10<sup>e</sup> anniversaire récemment et la chambre macédonienne quant à elle a célébré son 5<sup>e</sup> anniversaire l'année dernière.

L'année 2011 peut donc être évaluée positivement s'agissant de la promotion des divers systèmes nationaux. Des aspects négatifs sont cependant à déplorer. Ils concernent les attaques constantes au niveau politique et de la part des médias sur les principes de bases de ces systèmes nationaux. Les politiciens tendant à mettre la pression sur les chambres nationales d'huissiers de justice, notamment en voulant réduire les tarifs ou augmenter le nombre d'huissiers audienciers, comme cela a été le cas en Pologne.

Dans son discours d'introduction, Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ, a salué les délégations présentes au nom de l'UIHJ. Il exprimé sa satisfaction devant leur participation à cette réunion d'UIHJ-EuroDanube. Selon lui, EuroDanube démontre que les organisations Euro à l'intérieur de l'UIHJ sont importantes en particulier pour répondre aux problèmes actuels sur le plan régional.

Juraj Podkonicky a remercié Roger Dujardin pour ses mots d'ouverture. Il a demandé à chaque délégation de donner un compte-rendu de la situation actuelle dans leur pays.

### Pologne

Marek Jessa, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne, a donné un compte-rendu de la situation en Pologne. Un nouveau gouvernement a été nommé ainsi qu'un nouveau ministre de la justice, un philosophe et non un juriste. Chacun attend de voir comment la situation va évoluer. Pour autant, en Pologne, de nombreuses propositions de lois sont programmées dans le domaine de la justice, incluant la sphère de l'exécution. A la suite de diverses attaques dont la profession a fait l'objet de la part des politiques et des médias sur le statut des huissiers de justice, la Chambre nationale polonaise a désigné un porte-parole pour établir des rapports et divulguer des informations à destinations des médias. Un site internet d'information pour les médias a même été mis en place. Des journées porte-ouverte chez les huissiers de justice vont être organisées ainsi que des séances de coaching pour communiquer avec les médias. Un service de renseignement gratuit pour le public va également être mis en place. Un court métrage à destination de l'une des plus importantes chaînes de télévision va être monté sur les activités quotidiennes des huissiers de justice.

### Slovaquie

Peter Molnar, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Slovaquie, a indiqué que la Chambre slovaque avait travaillé à une grande réforme du Code de l'exécution mais que le processus était pour le moment suspendu dans l'attente d'un nouveau gouvernement, des élections étant prévues en automne. Une nouveauté est pourtant à l'ordre du jour. La TVA sera ajoutée au tarif des huissiers de justice. Jusqu'à présent, seuls les honoraires étaient assujettis à la TVA.

### ERY-Macédoine

Antonio Kostanov, président de la Chambre nationale des huissiers de justice d'ERY-Macédoine, a déclaré que les huissiers de justice avaient célébré leur cinquième anniversaire début novembre. Il a indiqué qu'il y avait dans son pays une situation similaire à celle existant en Pologne. Depuis juin 2011, un nouveau ministre de la justice a été nommé. Né en 1984, il est jeune et personne ne sait à quoi s'attendre.

La Chambre est occupée à solutionner des problèmes de tarif – qui a été diminué d'environ 33 %, jusqu'à 50 % dans certains cas.

Un événement important est l'annonce d'une nouvelle loi sur l'exécution. Jusqu'à la fin de l'année 2011, tous les dossiers d'exécution devaient être confiés aux huissiers de justice privés. Environ 400 000 dossiers sont concernés. Or seulement environ 1 000 dossiers ont été distribués. Chaque huissier de justice devrait recevoir 400 dossiers par jour pour rattraper le retard. Si le dossier n'est pas confié par le créancier à un huissier de justice privé, il sera considéré comme terminé. Un autre problème à régler est celui de la suspension automatique d'un huissier de justice lorsqu'il est mis en cause pénalement.



*Antonio Kostanov, président de la Chambre nationale des huissiers de justice d'ERY-Macédoine*  
*Antonio Kostanov, president of the National Chamber of Judicial Officers of FYRO-Macedonia*



*Gyula Kovacs, membre du bureau de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie, avec Judit Szabados-Dotsch, interprète*  
*Gyula Kovacs, member of the board of the National Chamber of Judicial Officers of Hungary, with Judit Szabados-Dotsch, interpreter*



*A droite, Ducu Mihai, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Roumanie, et son interprète — On the right, Ducu Mihai, vice-president of the National Chamber of Judicial Officers of Romania, with his interpreter*

### Hongrie

Gyula Kovacs, membre de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie, a fait part de la réforme de l'organisation juridictionnelle dans son pays. Certaines modifications sont en vigueur. D'autres sont en attente. Certaines dispositions concernent les huissiers de justice : certains délais ont été réduits, d'autres sont inacceptables — la pénalité en cas de non-respect d'un délai est la réduction du tarif. Les huissiers de justice ont commencé une collaboration avec les notaires dans le domaine des décisions notariales par voie électronique — les huissiers de justice reçoivent de grandes quantités de titres notariés.

Plusieurs délégations ont demandé à Gyula Kovacs de leur expliquer comment les juridictions règlent le problème de la contestation tarifaire. Tout ce qui concerne l'application des titres notariés relève de la compétence de tribunaux, y compris la contestation des coûts d'exécution. Des honoraires complémentaires sont en cours de discussion.

En cas de non-respect ou de violation de la loi, les huissiers de justice peuvent être contraints de régler la somme de 20 % de leur tarif à titre de pénalité. En cas de violation répétée, ils peuvent être condamnés à une amende de 50 % de leur rémunération. Cette amende est déposée sur un compte de dépôt. Elle est ajoutée à la somme due et l'excédent, une fois le créancier réglé, est versé au budget de l'Etat.

### Estonie

Janek Pool, président du Bureau de l'Assemblée des huissiers de justice d'Estonie, a indiqué que la chambre avait célébré son 10<sup>e</sup> anniversaire en mars 2011. En Estonie, un nouveau ministre de la justice a été nommé (un jeune étudiant en politique). Il souhaite analyser le tarif des huissiers de justice, sans doute dans le but de le faire diminuer.

### Roumanie

Ducu Mihai, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Roumanie, a fait état des bonnes relations existant entre la Chambre nationale et le Parlement. Il y a eu en Roumanie jusqu'à six catégories d'huissiers de justice. Mais grâce à l'UIHJ à la Chambre nationale des huissiers de justice de France, des changements ont été réalisés et un nouveau Code civil a été promulgué. Les catégories ont été annulées et il n'y a maintenant que les huissiers de justice tels que nous les connaissons aujourd'hui, les agents fiscaux et les agents bancaires. Mais le problème est qu'une disposition a prévu que les six catégories d'huissiers de justice ont fusionné sans aucun examen ni aucune exigence de formation. Il y a maintenant 600 huissiers de justice auxquels il faut ajouter les 450 qui doivent intégrer la profession (la Roumanie compte environ vingt millions d'habitants). Roger Dujardin a reconnu que cela pose un réel problème qui devrait être pris en compte au niveau de l'UIHJ. Il n'est pas acceptable qu'un agent d'exécution n'ait pas reçu une formation suffisante. Cela est contraire aux principes édictés en 2009 par les Lignes directrices sur l'exécution de la CEPEJ. Il propose donc d'organiser une réunion avec des représentants du Gouvernement de Roumanie à cet égard. Le vice-président Mihai considère cette initiative comme primordiale et déclare que l'assistance de l'UIHJ est nécessaire.

Juraj Podkonicky a déclaré qu'une réunion EuroDanube peut être organisée avant le congrès de Cape Town au cours de laquelle les pays partageront leur expérience en ce domaine. Les sujets pourront être proposés par la Chambre roumaine.

### Lituanie

Dovile Satkauskienė, directrice de la Chambre nationale des huissiers de justice de Lituanie, a déclaré qu'en Lituanie, la réforme du Code de procédure civile avait été promulguée. La situation est désormais globalement plus positive. Les débats sur une diminution du tarif ont cessé.

Il reste un problème concernant la mise en cause des huissiers de justice sur un plan pénal. Lorsque des sommes importantes sont recouvrées, les débiteurs ont pris pour habitude de mettre en cause les huissiers de justice sur le plan pénal. Juraj Podkonicky a déclaré qu'un problème identique existait en République tchèque. Le problème a cessé lorsque la police a établi que les allégations n'étaient pas fondées. A contrario, en Slovaquie, il y eu un cas où le ministère public a suspendu un huissier de justice.

Antonio Kostanov a ajouté que la Macédoine a connu une expérience similaire. Un huissier de justice n'a pas pu instrumenter pendant huit mois, le temps que l'on traite la plainte du débiteur...



*A gauche, Peter Molnar, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Slovaquie — On the left, Peter Molnar, President of the National Chamber of Judicial Officers of Slovakia*

### Lettonie

Ginters Hmelevskis, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Lettonie, et Guna Berlande, directrice de la chambre, ont précisé qu'à la suite des élections, le ministère de justice est resté en place.

Les relations entre la chambre et le ministère de la justice sont bonnes mais il existe une difficulté concernant le tarif, lequel doit être révisé tous les trois ans. En ce moment, les banques veulent réduire le tarif. La contre-proposition de la Chambre était de réduire le tarif pour les petits dossiers. Le contentieux n'est pas encore réglé. Les négociations entre la chambre et le ministère sont toujours en cours. A ce jour, les propositions visent à ce que pour chaque dossier il soit proposé un honoraire fixe pour toutes les mesures d'exécution ainsi qu'un pourcentage sur les sommes recouvrées (au lieu d'un tarif pour chaque mesure d'exécution plus un pourcentage sur les sommes recouvrées). Pour le moment, le montant des honoraires n'a pas été sérieusement entamé.

### République tchèque

Jiri Prosek, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice de la République tchèque, a indiqué que, dans son pays, des travaux sont en cours sur la double transmission des dossiers en un système unique. Environ 500 000 dossiers devraient être transférés aux huissiers de justice. La proposition est soutenue par le Conseil législatif du Gouvernement et sera débattue devant le Parlement à la fin de l'année. La Chambre est toujours en négociation avec le ministre de la justice. La proposition devrait être votée vers le milieu de l'année 2012.

La prochaine réunion UIHJ-EuroDanube était prévue en Roumanie pour la fin avril 2012. Cependant, en raison de la proximité de cette date avec le congrès de Cape Town, la réunion se tiendra pendant le congrès international puisque l'ensemble des délégations y seront présentes.

Juraj Podkonicky a remercié Roger Dujardin pour son implication et sa participation active dans les discussions ainsi que toutes les délégations pour les informations échangées concernant les affaires courantes dans leurs pays.

### Juraj Podkonicky

Secrétaire d'UIHJ-EuroDanube

## UIHJ-EuroDanube Meeting in Paris on 23 November 2011

Czech Republic, Estonia, Hungary, Latvia, Lithuania, FYRO-Macedonia, Poland, Romania and Slovakia, held a UIHJ-EuroDanube meeting in Paris on 23 November 2011.

Juraj Podkonicky, secretary of UIHJ-EuroDanube opened the meeting and with warm welcome he remarked this year is significant for most EuroDanube members, because of the round anniversary celebrations of their existence. In December 2010 celebrated the 5<sup>th</sup> anniversary Bulgarian Chamber, in March 2011 also Estonian Chamber, at the end of March the 15<sup>th</sup> anniversary of the Slovakian Chamber and recently followed the 10<sup>th</sup> anniversary of the Czech Chamber and the 5<sup>th</sup> anniversary of Macedonian Chamber last year.

The year 2011 can be thus evaluated quite positively in terms of promotion of various national systems, but also a little negative in terms of constant attack by the political representation and the media itself on basic principles of national systems. Politicians want to increase their pressure on the national chambers of judicial officers, particularly through reducing rates or by increasing the number of court bailiffs as we have been witnessed in Poland.

In his opening speech, Roger Dujardin, vice-president of the UIHJ, saluted all the delegations in the name of the UIHJ and expressed his great pleasure over the participation of delegations at the EuroDanube meeting. In his opinion EuroDanube proof that the EURO organizations formed inside the UIHJ are important especially in terms of responding to current problems of individual regions.

Juraj Podkonicky thanked to Roger Dujardin for his opening speech and asked all delegations to give a short report on the present situation in their countries.

### Poland

Marek Jessa, Vice-President of the Polish National Chamber, referred first about the situation in Poland. There is a new government and a new Minister of Justice, who is a philosopher (non-lawyer), so everybody is waiting for the situation to come. However, in Poland many amendments in the field of justice are planned, which will touch the field of executions.

Polish National Chamber due to attack by politicians and the media on status of court executors established function of the spokesman, carrying out regular moni-

*Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ — Roger Dujardin, vice-president of the UIHJ*





toring of information published via the media; they created website with information for media. They are going to organize open-days in their offices and trainings for judicial officers on how to speak to media. They want to make a free-advisory service for the public. They are also working on preparing a short movie for one of the main TV channels about the everyday activities of the judicial officers.

### Slovakia

Peter Molnár, President of National Chamber of the judicial officers of Slovakia, informed that the chamber had been working on a big novelization of the enforcement execution code, but now the process is suspended along with new government to come — in the fall there will be new elections.

But also there is one thing to come — from January 2012 VAT will be added even to judicial officers' costs. Until now it was added to remuneration amount only.

### FYRO-Macedonia

Antonio Koshtanov, President of National Chamber of the Judicial Officers of FYRO-Macedonia, informed that the judicial officers were celebrating 5 years of existence at the beginning of November.

He said there is a similar situation as in Poland — from June 2011 in Macedonia there is a new Minister of Justice. He is young, born 1984, and nobody knows what could be expected...

They are currently solving problems with tariff — it was decreased by approx. 33%, but some items were shortened even more — up to 50%.

Another big event — new Execution Law — till the end of 2011 all court enforcement cases shall be handed over to private judicial officers (there are 400 thousand cases to hand over, only about 1,000 was handed over until now and each judicial officer is to receive about 400 pcs/ day, they have to catch up with time. If a case is not handed over to a private judicial officer (i.e. if the creditor does not appoint a judicial officer to hand the case over to) it is terminated automatically.

Another thing to be solved is that when a criminal case against judicial officer is started, the judicial officer is suspended automatically.

### Hungary

Gyula Kovács, Member of the Board of the National Chamber of Judicial Officers of Hungary, informs that in Hungary, there has been a change in the court structure. Some amendments are already in force, some to come. There are some changes linked to judicial officers: deadlines are shortened, some are even not manageable — penalty for not meeting a deadline is cutting costs.

Judicial officers have started cooperation with notaries in the field of notarial electronic decisions — there is a huge amount of this type of cases judicial officers receive from notaries;

Many delegations asked Gyula Kovacs to explain the decision about costs if there are objections which are then solved by court. Legal remedies against notarial decisions fall within the jurisdiction of courts, and duties of enforcement objection are to be paid to the courts as well; extra fees are being planned.

If judicial officers seriously breach or default on a regulation, they can be obliged to pay 20% of their service charge (fee) as a fine. In case of repeated violation of a regulation, they may face a fine up to 50% of their service charge. The fine is paid to the deposit account and is added to the collected sum, excess money (what is left after the creditor's claim is settled) is transferred to the state budget.



*La délégation polonaise. A droite, Marek Jessa, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne — The Polish delegation. On the right, Marek Jessa, vice-president of the National Chamber of Judicial Officers of Poland*



*Dovile Satskauskienė, directrice de la Chambre nationale des huissiers de justice de Lituanie, et Aleksandras Selezniovas, membre du bureau  
Dovile Satskauskienė, director of the National Chamber of Judicial Officers of Lithuania, and Aleksandras Selezniovas, member of the board*



*Jiří Prošek, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice de République tchèque, David Koncz, membre du bureau, et Tereza Michálková, chef du Comité international  
Jiří Prošek, Vice-President of the National Chamber of Judicial Officers of Czech Republic, David Koncz, Member of the Board and Tereza Michálková, Head of international committee*



*Janek Pool, président du bureau de l'Assemblée des huissiers de justice d'Estonie  
Janek Pool, Chairman of the Board of Assembly of Judicial Officers of Estonia*



### Estonia

Janek Pool, Chairman of the Board of Assembly of Judicial Officers, remarks that the National chamber was celebrating 10 years of existence in March 2011. In Estonia they have also new Minister of Justice (a young professional studying politics) who wants to analyse judicial officers' costs (and probably decrease them).

### Romania

Mihai Ducu, Vice-President of National Chamber of the Judicial Officers of Poland mentioned the good relationship between the National Chamber and the Parliament. In Romania they have used 6 types of judicial officers. But thanks to the UIHJ and the French National Chamber of Judicial Officers a change has been carried through and a new Civil Code has been accepted; the categories were cancelled, now there are only judicial officers as we know them, then fiscal executor and bank executors.

But, the problem was that there is a new amendment in force – former 6 categories of judicial officers became regular judicial officers without passing any exam or event of education, now there are 600 judicial officers + 450 to come (note – there are 20 mil. inhabitants).

Roger Dujardin said that this is a real problem, which has to be tackled on at UIHJ level. It is not possible for the court Executor to be a person who does not have sufficient education, resp. Not received any educational courses. Such procedure is contrary to the CEPEJ guidelines from the year 2009. He therefore proposed to organize a meeting with Romanian government officials for this purpose. The Vice President's Mihai sees it absolutely necessary and therefore in this matter active intervention and help from the UIHJ is needed.

Juraj Podkonický responded that the planned EuroDanube meeting (where Member States should present their experiences in this field) can be organized in Romania at an earlier date than the conference in South Africa. The specific term will be suggested by the Romanian National Chamber.

### Lithuania

Dovile Satkauskienė, Director of the National Chamber of the Judicial Officers of Lithuania, informed that in Lithuania an amendment of the Civil Procedure Code was passed. The situation is now more positive in general; discussion about decreasing of the fees stopped.

They have a new problem in Lithuania with criminalization of judicial officers – when high amounts of money are collected, the debtor nowadays regularly starts a criminal procedure against the judicial officer.

Juraj Podkonický remarks that there was a similar problem a few years ago in the Czech Republic. The problem stopped when the police unfounded postponed the announcement to be ungrounded. In contrast, the Slovak Republic occurred several years ago a case where the Minister for investigation suspended judicial officer exercise of the office.

Antonio Koshtanov added that Macedonia had a similar experience: judicial officer could not carry on business for 8 months for examination of the debtor's complaint...

### Latvia

Ginters Hmelevskis, President of the National Chamber of the Judicial Officers of Latvia, and Guna Berlande, Director of the Chamber remarked that in Latvia they have still the same Minister of Justice as was before the election.



*Ginters Hmelevskis, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Lettonie, et Guna Berlande, directrice de la Chambre*

*Ginters Hmelevskis, president of the National Chamber of Judicial Officers of Latvia, and Guna Berlande, director of the Chamber*

The National chamber has a good cooperation with the ministry of justice, but there is a problem with tariff, which has to be reviewed every 3 years. At this moment banks insist on reducing the tariff. The contra-proposal from the chamber was to reduce the tariff for minor cases (bagatelle cases). The final solution was not reached yet. Negotiation between Chamber and ministry is still in process. At this point the project of new tariffs provides in each enforcement file one fixed fee for all enforcement actions plus percentage of recovered sum (instead of set of separate fees for each enforcement action plus percentage of recovered sum). However the amount of fees at this point has not been seriously reduced.

### Czech Republic

Jiří Prošek, Vice-President of the National Chamber of the Judicial Officer of the Czech Republic, informed that in the Czech Republic there are current work on transmission of dual enforcement system to a unified one – over half a million cases should be transferred to judicial officers. The amendment is currently approved by the Legislative Council of the Government and will be discussed in Parliament at the end of this year. The chamber is still discussing the matter with the Minister of Justice. The amendment should be agreed roughly in the middle of 2012.

The next UIHJ-EuroDanube meeting was planned to be held in Romania in the end of April 2012. But because of the UIHJ congress in South Africa was preliminary agreed, that next meetings will be connected to this important event in Cape Town which all delegations are going to visit.

Juraj Podkonický thanked Roger Dujardin for his involvement and active participation in the discussions and to all delegations for their participation and information about current events in their countries.

### Juraj Podkonický

UIHJ-EuroDanube Secretary